

TREATY SERIES. No. 8.

1899.

INTERNATIONAL SANITARY CONVENTION,

Signed at Paris, April 3, 1894 ;

AND

Declaration signed October 13, 1897.

[*Ratifications deposited at Paris, June 20, 1898.*]

*Presented to both Houses of Parliament by Command of Her Majesty.
May 1899.*

LONDON :

PRINTED FOR HER MAJESTY'S STATIONERY OFFICE
BY HARRISON AND SONS, ST. MARTIN'S LANE,
PRINTERS IN ORDINARY TO HER MAJESTY.

And to be purchased, either directly or through any Bookseller, from
EYRE & SPOTTISWOODE, East Harding Street, Fleet Street, E.C., and
32, Abingdon Street, Westminster, S.W.; or
JOHN MENZIES & Co., 12, Hanover Street, Edinburgh, and
90, West Nile Street, Glasgow; or
HODGINS, FROGGS & Co., Limited, 104, Grafton Street, Dublin.

[C.—9237.] Price 2½d.

INTERNATIONAL SANITARY CONVENTION,

Signed at Paris, April 3, 1894;

AND

DECLARATION,

*Signed October 13, 1897.**[Ratifications deposited at Paris, June 20, 1898.]*

Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Impératrice des Indes ; Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse, au nom de l'Empire Allemand ; Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême, &c., &c., et Roi Apostolique de Hongrie ; Sa Majesté le Roi des Belges ; Sa Majesté le Roi de Danemark ; Sa Majesté le Roi d'Espagne et en son nom Sa Majesté la Reine-Régente du Royaume ; le Président de la République Française ; Sa Majesté le Roi des Hellènes ; Sa Majesté le Roi d'Italie ; Sa Majesté la Reine des Pays-Bas et en son nom Sa Majesté la Reine-Régente du Royaume ; Sa Majesté le Schah de Perse ; Sa Majesté le Roi de Portugal et des Algarves ; et Sa Majesté l'Empereur de Toutes les Russies ; ayant décidé de se concerter en vue de régler les mesures à prendre pour la prophylaxie du pèlerinage de La Mecque et la surveillance sanitaire à établir au Golfe Persique, ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Impératrice des Indes, Mr. Phipps, Ministre Plénipotentiaire ; M. le Dr. Thorne Thorne, Chef du Département Sanitaire au "Local Government Board," Compagnon de l'Ordre du Bain ; M. le Chirurgien Général J. M. Cuninghame, Ancien Chef du Département Médical au Gouvernement de l'Inde, Compagnon de l'Ordre de l'Étoile des Indes ;

Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse, M. de

Schoen, son Conseiller de Légation à l'Ambassade d'Allemagne à Paris ;

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême, &c., &c., et Roi Apostolique de Hongrie, M. le Comte Charles de Kuefstein, son Chambellan et Conseiller Intime, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire, Membre de la Chambre des Seigneurs d'Autriche, Chevalier de 2^e Classe de l'Ordre de la Couronne de Fer ;

Sa Majesté le Roi des Belges, M. le Baron Eugène Beyens Conseiller de la Légation de Belgique à Paris, Chevalier de l'Ordre de Léopold ; M. le Dr. Alfred Devaux, Inspecteur-Général du Service de Santé Civil et de l'Hygiène au Ministère de l'Agriculture, de l'Industrie, et des Travaux Publics, Officier de l'Ordre de Léopold ; M. le Dr. E. van Ermengem, Professeur d'Hygiène et de Bactériologie à l'Université de Gand, Chevalier de l'Ordre de Léopold ;

Sa Majesté le Roi de Danemark, M. le Comte Gebhard Léon de Moltke-Hvitfeldt, son Chambellan et son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près le Gouvernement de la République Française, Grand-Croix de l'Ordre du Danebrog, et décoré de la Croix d'Honneur du même Ordre ;

Sa Majesté le Roi d'Espagne et en son nom Sa Majesté la Reine Régente du Royaume, M. Fernand-Jordan de Urries, Marquis de Novallas, son Chambellan, Premier Secrétaire de l'Ambassade d'Espagne à Paris, Commandeur de l'Ordre de Charles III ; M. Amalio Jimene y Cabañas, Sénateur du Royaume, Professeur à la Faculté de Médecine de Madrid, Commandeur avec plaque de l'Ordre d'Isabelle la Catholique ;

Le Président de la République Française, M. Camille Barrère, Ministre Plénipotentiaire de 1^{re} Classe, Chargé d'Affaires de la République Française à Munich, Officier de l'Ordre National de la Légion d'Honneur ; M. Gabriel Hanotaux, Ministre Plénipotentiaire de 1^{re} Classe, Directeur des Consulats et des Affaires Commerciales, Officier de l'Ordre National de la Légion d'Honneur ; M. le Professeur Brouardel, Président du Comité Consultatif d'Hygiène Publique de France, Doyen de la Faculté de Médecine de Paris, Membre de l'Académie des Sciences, Commandeur de l'Ordre National de la Légion d'Honneur ; M. Henri Monod, Conseiller d'État, Directeur de l'Assistance et de l'Hygiène Publiques au Ministère de l'Intérieur, Membre de l'Académie de Médecine, Officier de l'Ordre National de la Légion d'Honneur ; M. le Professeur Proust, Inspecteur-Général des Services Sanitaires, Professeur à la Faculté de Médecine de Paris, Membre de l'Académie de Médecine, Commandeur de l'Ordre National de la Légion d'Honneur ;

Sa Majesté le Roi des Hellènes, M. Criésis, Chargé d'Affaires de Grèce à Paris ; M. le Dr. Vafiadès, Délégué Grec au Conseil Sanitaire de Constantinople ;

Sa Majesté le Roi d'Italie, M. le Marquis Malaspina di Carbonara, Premier Secrétaire de l'Ambassade d'Italie à Paris, Officier de l'Ordre des Saints Maurice et Lazare ;

Sa Majesté la Reine des Pays-Bas et en son nom Sa Majesté la Reine Régente du Royaume, M. le Chevalier de Stuers, son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près le Gouvernement de la République Française, Commandeur de l'Ordre du Lion Néerlandais ; M. le Dr. V. P. Ruysch, Conseiller Sanitaire au Ministère de l'Intérieur des Pays-Bas, Chevalier de l'Ordre du Lion Néerlandais ; M. J.-A. Kruyt, Consul-Général des Pays-Bas à Pénang, Chevalier de l'Ordre du Lion Néerlandais ;

Sa Majesté le Schah de Perse, M. le Dr. Mirza Zeynel Abidine-Khan Moïn-ol Atebba, Médecin Spécial de Son Altesse Impériale le Prince Héritier ; M. le Dr. Mirza Khalil-Khan, Médecin du Ministère des Affaires Etrangères de Perse ;

Sa Majesté le Roi de Portugal et des Algarves, M. Gabriel-José de Zogheb, Consul-Général, Agent Diplomatique du Portugal en Égypte ; et

Sa Majesté l'Empereur de Toutes les Russies, M. Michel de Giers, Conseiller d'État, Chambellan de sa Cour, Conseiller du Ministère des Affaires Étrangères de Russie ;

Lesquels, ayant échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :—

I. *En ce qui concerne la police sanitaire dans les ports de départ de l'Extrême-Orient (Indes Britanniques, possessions Néerlandaises, &c., &c.) :*

Sont adoptées les mesures indiquées et précisées dans l'Annexe I de la présente Convention.

II. *En ce qui touche la surveillance sanitaire des pèlerins dans la Mer Rouge :*

Sont adoptées les dispositions consignées dans l'Annexe II.

III. *En ce qui concerne la protection du Golfe Persique :*

Sont adoptées les dispositions consignées dans l'Annexe III.

IV. *En ce qui touche l'application des mesures contenues dans les précédentes Annexes :*

Sont adoptées les mesures prescrites dans l'Annexe IV.

V. Les Annexes ci-dessus indiquées ont la même valeur que si elles étaient incorporées dans la présente Convention.

VI. Les États qui n'ont point pris part à la présente Convention sont admis à y adhérer, sur leur demande. Cette adhésion sera notifiée par la voie diplomatique au Gouvernement de la République Française, et par celui-ci aux autres Gouvernements Signataires.

VII. La présente Convention aura une durée de cinq ans, à compter de l'échange des ratifications. Elle sera renouvelée de cinq en cinq années par tacite reconduction, à moins que l'une des Hautes Parties Contractantes n'ait notifié six mois avant l'expiration de la dite période de cinq années son intention d'en faire cesser les effets.

Dans le cas où l'une des Puissances dénoncerait la Convention, cette dénonciation n'aurait d'effet qu'à son égard.

La présente Convention sera ratifiée ; les ratifications en seront déposées à Paris le plus tôt possible et, au plus tard, dans le délai d'un an à dater du jour de la signature.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Paris, en treize exemplaires, le 3 Avril, 1894.

(L.S.)	(Signé)	CONSTANTINE PHIPPS.
(L.S.)	(Signé)	R. THORNE THORNE.
(L.S.)	(Signé)	J. M. CUNINGHAM.
(L.S.)	(Signé)	SCHOEN.
(L.S.)	(Signé)	KUEFSTEIN.
(L.S.)	(Signé)	Baron EUG. BEYENS.
(L.S.)	(Signé)	ALF. DEVAUX.
(L.S.)	(Signé)	DR. VAN ERMENGEM.
(L.S.)	(Signé)	MOITKE-HVITFELDT.
(L.S.)	(Signé)	Marquis DE NOVALLAS.
(L.S.)	(Signé)	DR. AMALIO JIMENO.
(L.S.)	(Signé)	CAMILLE BARRÈRE.
(L.S.)	(Signé)	GABRIEL HANOTAUX.
(L.S.)	(Signé)	A. BROUARDEL.
(L.S.)	(Signé)	H. MONOD.
(L.S.)	(Signé)	A. PROUST.
(L.S.)	(Signé)	CRÉSIS.
(L.S.)	(Signé)	DR. VAFIADÈS.
(L.S.)	(Signé)	MALASPINA.
(L.S.)	(Signé)	A. DE STUERS.
(L.S.)	(Signé)	DR. RUYSCH.
(L.S.)	(Signé)	J. A. KRUYT.
(L.S.)	(Signé)	MOIN-OL ATEBBA.
(L.S.)	(Signé)	KHALIL KHAN.
(L.S.)	(Signé)	Comte GABRIEL DE ZOGHEB.
(L.S.)	(Signé)	MICHEL DE GIERS.

ANNEXE I.

(A.)—*Police Sanitaire dans les Ports de Départ des Navires à Pèlerins venant de l'Océan Indien et de l'Océanie.*

1. Visite médicale obligatoire, individuelle, fait de jour, à terre, au moment de l'embarquement, pendant le temps nécessaire, par un médecin, délégué de l'autorité publique, de toutes personnes prenant passage à bord d'un navire à pèlerins.

2. Désinfection obligatoire et rigoureuse, faite à terre sous la surveillance du médecin délégué de l'autorité publique, de tout objet contaminé ou suspect, dans les conditions de l'Article 5 du premier Règlement inséré dans l'Annexe IV de la Convention Sanitaire de Venise.

3. Interdiction d'embarquement de toute personne atteinte de choléra, d'affection cholérique et de toute diarrhée suspecte.

4. Lorsqu'il existe des cas de choléra dans le port, l'embarquement ne se fera à bord des navires à pèlerins qu'après que les personnes réunies en groupes auront été soumises pendant cinq jours à une observation permettant de s'assurer qu'aucune d'elles n'est atteinte du choléra.

Il est entendu que, pour exécuter cette mesure, chaque Gouvernement pourra tenir compte des circonstances et possibilités locales.*

5. Les pèlerins seront tenus, si les circonstances locales le permettent, de justifier des moyens strictement nécessaires pour accomplir le pèlerinage à l'aller et au retour et pour le séjour dans les Lieux-Saints.

(B.)—*Mesures à prendre à bord des Navires à Pèlerins.*

RÈGLEMENT.

Titre I.—*Dispositions Générales.*

Article 1. Ce Règlement est applicable aux navires à pèlerins qui transportent au Hedjaz ou qui en ramènent des pèlerins Musulmans.

Art. 2. N'est pas considéré comme navire à pèlerins celui qui, outre ses passagers ordinaires, parmi lesquels peuvent être compris les pèlerins des classes supérieures, embarque des pèlerins de la dernière classe en proportion moindre d'un pèlerin par 100 tonneaux de jauge brute.

Art. 3. Tout navire à pèlerins, à l'entrée de la Mer Rouge et à la sortie, doit se conformer aux prescriptions contenues dans le "Règlement Spécial applicable au Pèlerinage du Hedjaz," qui sera publié par le Conseil de Santé de Constantinople, conformément aux principes édictés dans la présente Convention.

Art. 4. Les navires à vapeur sont seuls admis à faire le transport des pèlerins au long cours. Ce transport est interdit aux autres bateaux.

Les navires à pèlerins faisant le cabotage, destinés aux transports de courte durée, dits "voyage au cabotage," sont soumis aux

* La Conférence a décidé par voie d'interprétation, d'une part, que l'observation de cinq jours pourrait être pratiquée à bord des navires entre l'inspection médicale, effectuée au départ des Indes Britanniques et la seconde visite passée à Aden, et d'autre part, que dans les Indes Néerlandaises cette observation pourrait avoir lieu à bord des navires en partance.

prescriptions contenues dans le Règlement Spécial mentionné à l'Article 3.

Titre II.—*Mesures à prendre avant le Départ.*

Art. 5. Le capitaine ou, à défaut du capitaine, le propriétaire ou l'agent de tout navire à pèlerins est tenu de déclarer à l'autorité compétente* du port de départ son intention d'embarquer des pèlerins, au moins trois jours avant le départ. Cette déclaration doit indiquer le jour projeté pour le départ et la destination du navire.

Art. 6. A la suite de cette déclaration, l'autorité compétente fait procéder, aux frais du capitaine, à l'inspection et au mesurage du navire. L'autorité Consulaire dont relève le navire peut assister à cette inspection.

Il est procédé seulement à l'inspection si le capitaine est déjà pourvu d'un certificat de mesurage délivré par l'autorité compétente de son pays, à moins qu'il n'y ait soupçon que le document ne répond plus à l'état actuel du navire.

Art. 7. L'autorité compétente ne permet le départ d'un navire à pèlerins qu'après s'être assurée :

(a.) Que le navire a été mis en état de propreté parfaite et, au besoin, désinfecté ;

(b.) Que le navire est en état d'entreprendre le voyage sans danger, qu'il est bien équipé, bien aménagé, bien aéré, pourvu d'un nombre suffisant d'embarcations, qu'il ne contient rien à bord qui soit ou puisse devenir nuisible à la santé ou à la sécurité des passagers, que le pont et l'entrepont sont en bois et pas en fer ;

(c.) Qu'il existe à bord, en sus de l'approvisionnement de l'équipage et convenablement arrimés, des vivres ainsi que du combustible, le tout de bonne qualité et en quantité suffisante pour tous les pèlerins et pour toute la durée déclaré du voyage ;

(d.) Que l'eau potable embarquée est de bonne qualité et a une origine à l'abri de toute contamination ; qu'elle existe en quantité suffisante ; qu'à bord les réservoirs d'eau potable sont à l'abri de toute souillure et fermés de sorte que la distribution de l'eau ne puisse se faire que par les robinets ou les pompes ;

(e.) Que le navire possède un appareil distillatoire pouvant produire une quantité d'eau de 5 litres au moins, par tête et par jour, pour toute personne embarquée, y compris l'équipage ;

(f.) Que le navire possède une étuve à désinfection pour laquelle il aura été constaté qu'elle offre sécurité et efficacité ;

(g.) Que l'équipage comprend un médecin et que le navire possède des médicaments, conformément à ce qui sera dit aux Articles 11 et 23 ;

* L'autorité compétente est actuellement : dans les Indes Anglaises, un "officer" désigné à cet effet par le Gouvernement Local ("Native-Passenger Ships Act, 1887," Art. 7) ; dans les Indes Néerlandaises, le Maître du Port ; en Turquie, l'autorité Sanitaire ; en Autriche-Hongrie, l'autorité Sanitaire ; en Italie, le Capitaine de Port ; en France, en Tunisie, et en Espagne (Iles Philippines), l'autorité Sanitaire.

(h.) Que le pont du navire est dégagé de toutes marchandises et objets encombrants ;

(i.) Que les dispositions du navire sont telles que les mesures prescrites par le Titre III pourront être exécutées.

Art. 8. Le Capitaine est tenu de faire afficher à bord, dans un endroit apparent et accessible aux intéressés, des affiches rédigées dans les principales langues des pays habités par les pèlerins à embarquer, et indiquant :

1. La destination du navire ;

2. La ration journalière en eau et en vivres allouée à chaque pèlerin ;

3. Le tarif des vivres non compris dans la distribution journalière et devant être payés à part.

Art. 9. Le capitaine ne peut partir qu'autant qu'il a en main :

1. Une liste, visée par l'autorité compétente et indiquant le nom, le sexe, et le nombre total des pèlerins qu'il est autorisé à embarquer ;

2. Une patente de santé constatant le nom, la nationalité et le tonnage du navire, le nom du capitaine, celui du médecin, le nombre exact des personnes embarquées : équipages, pèlerins, et autres passagers, la nature de la cargaison, le lieu du départ, celui de la destination, l'état de la santé publique dans le lieu du départ ;

L'autorité compétente indiquera sur la patente si le chiffre réglementaire des pèlerins est atteint ou non, et, dans le cas où il ne le serait pas, le nombre complémentaire des passagers que le navire est autorisé à embarquer dans les escales subséquentes.

Art. 10. L'autorité compétente est tenue de prendre des mesures efficaces pour empêcher l'embarquement de toute personne ou de tout objet suspect,* suivant les prescriptions faites sur les précautions à prendre dans les ports.

Titre III.—*Précautions à prendre pendant la Traversée.*

Art. 11. Chaque navire embarquant 100 pèlerins ou plus doit avoir à bord un médecin régulièrement diplômé et commissionné par le Gouvernement du pays auquel le navire appartient. Un second médecin doit être embarqué dès que le nombre des pèlerins portés par le navire dépasse 1,000.

Art. 12. Le médecin visite les pèlerins, soigne les malades et veille à ce que, à bord, les règles de l'hygiène soient observées. Il doit notamment :

1. S'assurer que les vivres distribués aux pèlerins sont de bonne qualité, que leur quantité est conforme aux engagements pris, qu'ils sont convenablement préparés ;

* D'après la définition de l'Annexe V, I, (1), de la Convention de Venise.

2. S'assurer que les prescriptions de l'Article relatives à la distribution de l'eau sont observées ;

3. S'il y a doute sur la qualité de l'eau potable, rappeler par écrit au Capitaine les prescriptions de l'Article 21 ci-dessous ;

4. S'assurer que le navire est maintenu en état constant de propreté, et spécialement que les latrines sont nettoyées conformément aux prescriptions de l'Article 18 ci-dessous ;

5. S'assurer que les logements des pèlerins sont maintenus salubres, et que, en cas de maladie transmissible, la désinfection est faite comme il sera dit à l'Article 19 ci-dessous ;

6. Tenir un journal de tous les incidents sanitaires survenus au cours du voyage et présenter ce journal, à l'autorité compétente du port d'arrivée.

Art. 13. Le navire doit pouvoir loger les pèlerins dans l'entrepont.

En dehors de l'équipage, le navire doit fournir à chaque individu, quel que soit son âge, une surface d'au moins 150 décimètres carrés, avec une hauteur d'entrepont d'au moins 1 mètre 80 centim.

Pour les navires qui font le cabotage, chaque pèlerin doit disposer d'un espace d'au moins 2 mètres de largeur dans le long des plats-bords du navire.

Art. 14. Le pont doit, pendant la traversée, rester dégagé des objets encombrants ; il doit être réservé jour et nuit aux personnes embarquées et mis gratuitement à leur disposition.

15. Les gros bagages des pèlerins sont enregistrés, numérotés, et placés dans la cale. Les pèlerins ne peuvent garder avec eux que les objets strictement nécessaires. Les Règlements faits pour ses navires par chaque Gouvernement en détermineront la nature, la quantité, et les dimensions.

Art. 16. Chaque jour, les entreponts doivent être nettoyés avec soin et frottés au sable sec avec lequel on mélangera des agents désinfectants convenables pendant que les pèlerins seront sur le pont.

Art. 17. De chaque côté du navire, sur le pont, doit être réservé un endroit dérobé à la vue et pourvu d'une pompe à main de manière à fournir de l'eau de mer pour les besoins des pèlerins. Un local de cette nature doit être exclusivement affecté aux femmes.

Art. 18. Le navire doit être pourvu, outre les lieux d'aisances à l'usage de l'équipage, de latrines à effet d'eau, dans la proportion d'au moins une latrine pour chaque centaine de personnes embarquées.

Des latrines doivent être affectées exclusivement aux femmes.

Aucuns lieux d'aisances ne doivent exister dans les entreponts ni dans la cale.

Les latrines destinées aux passagers aussi bien que celles affectées à l'équipage doivent être tenues proprement, nettoyées, et désinfectées trois fois par jour.

Art. 19. La désinfection du navire doit être faite conformément

aux prescriptions des paragraphes 5 et 6 de l'Article 5 de l'Annexe IV de la Convention de Venise.*

Art. 20. La quantité d'eau potable mise chaque jour gratuitement à la disposition de chaque pèlerin, quel que soit son âge, doit être d'au moins 5 litres.

Art. 21. S'il y a doute sur la qualité de l'eau potable ou sur la possibilité de sa contamination, soit à son origine, soit au cours du trajet, l'eau doit être bouillie et stérilisée, et le capitaine est tenu de la rejeter à la mer au premier port de relâche où il lui est possible de s'en procurer de la meilleure.

Art. 22. Le navire doit être muni de deux locaux affectés à la cuisine personnelle des pèlerins. Il est interdit aux pèlerins de faire du feu ailleurs, notamment sur le pont.

Art. 23. Chaque navire doit avoir à bord des médicaments et les objets nécessaires aux soins des malades. Les Règlements faits pour ses navires par chaque Gouvernement détermineront la nature et les quantités des médicaments. Les soins et les remèdes sont fournis gratuitement aux pèlerins.

Art. 24. Une infirmerie régulièrement installée, et offrant de bonnes conditions de sécurité et de salubrité, doit être réservée au logement des malades.

Elle doit pouvoir recevoir au moins 5 pour cent des pèlerins embarqués, à raison de 3 mètres carrés par tête.

Art. 25. Le navire doit être pourvu des moyens d'isoler les personnes atteintes de choléra ou d'accidents cholériformes.

Les personnes chargées de soigner de tels malades peuvent seules pénétrer auprès d'elles et n'auront aucun contact avec les autres personnes embarquées.

Les objets de literie, les tapis, les vêtements qui auront été en contact avec les malades doivent être immédiatement désinfectés. L'observation de cette règle est spécialement recommandée pour les vêtements des personnes qui approchent des malades, et qui ont pu être souillés. Ceux des objets ci-dessus qui n'ont pas de valeur doivent être soit jetés à la mer si le navire n'est pas dans un port ni dans un canal, soit détruits par le feu. Les autres doivent être portés à l'étuve dans des sacs imperméables imprégnés d'une solution de sublimé.

Les déjections des malades doivent être recueillies dans des vases contenant une solution désinfectante. Ces vases sont vidés dans les latrines, qui doivent être rigoureusement désinfectées après chaque projection de matières.

* On videra les cabines et toutes les parties du bâtiment.

On désinfectera les parois à l'aide de la solution de sublimé additionné de 10 pour cent d'alcool. La pulvérisation se fera en commençant par la partie supérieure de la paroi suivant une ligne horizontale; on descendra successivement de telle sorte que toute la surface soit couverte d'une couche de liquide en fines gouttelettes.

Les planchers seront lavés avec la même solution.

Deux heures après, on frottera et on lavera les parois et le plancher à grande eau.

Pour désinfecter la cale d'un navire, on injectera d'abord, afin de neutraliser l'hydrogène sulfuré, une quantité suffisante de sulfate de fer, on videra l'eau de la cale, on la lavera à l'eau de mer; puis on injectera une certaine quantité de la solution de sublimé.

L'eau de cale ne sera pas déversée dans un port.

Les locaux occupés par les malades doivent être rigoureusement désinfectés.

Les opérations de désinfection doivent être faites conformément à l'Article V de l'Annexe IV de la Convention de Venise.

Art. 26. En cas de décès survenu pendant la traversée, le capitaine doit mentionner le décès en face du nom sur la liste visée par l'autorité du port de départ, et, en outre, inscrire sur son livre de bord le nom de la personne décédée, son âge, sa provenance, la cause présumée de la mort d'après le certificat du médecin et la date du décès.

En cas de décès par maladie transmissible, le cadavre, préalablement enveloppé d'un suaire imprégné d'une solution de sublimé, sera jeté à la mer.*

Art. 27. La patente délivrée au port du départ ne doit pas être changée au cours du voyage.

Elle est visée par l'autorité Sanitaire de chaque port de relâche. Celle-ci y inscrit :

1. Le nombre des passagers débarqués ou embarqués à nouveau ;
2. Les incidents survenus en mer et touchant à la santé ou à la vie des personnes embarquées ;
3. L'état sanitaire du port de relâche.

Art. 28. Dans chaque port de relâche, le capitaine doit faire viser par l'autorité compétente la liste dressée en exécution de l'Article 9.

Dans le cas où un pèlerin est débarqué en cours de voyage, le capitaine doit mentionner sur cette liste le débarquement en face du nom du pèlerin.

En cas d'embarquement, les personnes embarquées doivent être mentionnées sur cette liste conformément à l'Article 9 et préalablement au visa nouveau.

Art 29. Le capitaine doit veiller à ce que toutes les opérations prophylactiques exécutées pendant le voyage soient inscrites sur le livre de bord. Ce livre est présenté par lui à l'autorité compétente du port d'arrivée.†

Art. 30. Le capitaine est tenu de payer la totalité des taxes Sanitaires qui doivent être comprises dans le prix du billet.

Titre IV.—Pénalités.

Art. 31. Tout capitaine convaincu de ne s'être pas conformé pour la distribution de l'eau, des vivres, ou du combustible, aux engagements pris par lui, sera passible d'une amende de £ T. 2. Cette amende est perçue au profit du pèlerin qui aura été victime du manquement et qui établira qu'il a en vain réclamé l'exécution de l'engagement pris.

Art. 32. Toute infraction à l'Article 8 est punie d'une amende de £ T. 30.

* Convention de Venise, Annexe V, Titre II, 6.

† Convention de Venise, Annexe V, Titre II, 7.

Art. 33. Tout capitaine qui aurait commis ou qui aurait sciemment laissé commettre une fraude quelconque concernant la liste des pèlerins ou la patente sanitaire prévues à l'Article 9 est passible d'une amende de £ T. 50.

Art. 34. Tout capitaine de navire arrivant sans patente sanitaire du port de départ, ou sans visa des ports de relâche, ou non muni de la liste réglementaire et régulièrement tenu suivant les Articles 9, 27, et 28, est passible, dans chaque cas, d'une amende de £ T. 12.

Art. 35. Tout capitaine convaincu d'avoir ou d'avoir eu à bord plus de 100 pèlerins sans la présence d'un médecin commissionné, conformément aux prescriptions de l'Article 11, est passible d'une amende de £ T. 300.

Art. 36. Tout capitaine convaincu d'avoir ou d'avoir eu à son bord un nombre de pèlerins supérieur à celui qu'il est autorisé à embarquer conformément aux prescriptions de l'Article 9, est passible d'une amende de £ T. 5 par chaque pèlerin en surplus.

Le débarquement des pèlerins dépassant le nombre régulier est effectuée à la première station où réside une autorité compétente, et le capitaine est tenu de fournir aux pèlerins débarqués l'argent nécessaire pour poursuivre leur voyage jusqu'à destination.

Art. 37. Tout capitaine convaincu d'avoir débarqué des pèlerins dans un endroit autre que celui de destination, sauf leur consentement ou hors le cas de force majeure, est passible d'une amende de £ T. 20 par chaque pèlerin débarqué à tort.

Art. 38. Toute infraction aux autres prescriptions du présent Règlement est punie d'une amende de £ T. 10 à £ T. 100.

Art. 39. Toute contravention constatée en cours de voyage est annotée sur la patente de santé, ainsi que sur la liste des pèlerins. L'autorité compétente en dresse procès-verbal pour la remettre à qui de droit.

Art. 40. Dans les ports Ottomans la contravention est établie et l'amende imposée par l'autorité compétente, conformément aux dispositions de l'Annexe IV de la Convention.

Art. 41. Tous les agents appelés à concourir à l'exécution de ce Règlement sont passibles de punitions conformément aux lois de leurs pays respectifs, en cas de fautes commises par eux dans son application.

Art. 42. Le présent Règlement sera affiché dans la langue de la nationalité du navire et dans les principales langues des pays habités par les pèlerins à embarquer, en un endroit apparent et accessible, à bord de chaque navire transportant des pèlerins.

ANNEXE II.

*Surveillance sanitaire des Pèlerinages dans la Mer Rouge.**Régime sanitaire applicable aux Navires à Pèlerins dans la Station Sanitaire (réorganisée) de Camaran.*

Les navires à pèlerins venant du sud et se rendant au Hedjaz devront au préalable faire escale à la station Sanitaire de Camaran et seront soumis au régime ci-après :

Les navires reconnus indemnes après visite médicale auront libre pratique, lorsque les opérations suivantes seront terminées :

Les pèlerins seront débarqués ; ils prendront une douche-lavage ou un bain de mer ; leur linge sale, le partie de leurs effets à usage et de leurs bagages qui peut être suspecte, d'après l'appréciation de l'autorité Sanitaire, seront désinfectés ; la durée de ces opérations, en y comprenant le débarquement et l'embarquement, ne devra pas dépasser quarante-huit heures.

Si aucun cas de choléra, de diarrhée ou accident cholériforme n'est constaté pendant ces opérations, les pèlerins seront rembarqués immédiatement et le navire se dirigera vers le Hedjaz.

Les navires suspects, c'est-à-dire ceux à bord desquels il y a eu des cas de choléra au moment du départ, mais aucun cas nouveau depuis sept jours, seront traités de la façon suivante : les pèlerins seront débarqués ; ils prendront une douche-lavage ou un bain de mer ; leur linge sale, la partie de leurs effets à usage et de leurs bagages qui peut être suspecte, d'après l'appréciation de l'autorité Sanitaire, seront désinfectés. La durée de ces opérations, en y comprenant le débarquement et l'embarquement, ne devra pas dépasser quarante-huit heures. Si aucun cas de choléra ou d'accident cholériforme n'est constaté pendant ces opérations, les pèlerins seront rembarqués immédiatement, et le navire sera dirigé sur Djeddah, où une seconde visite médicale aura lieu à bord. Si son résultat est favorable, et sur le vu de la déclaration écrite des médecins du bord certifiant, sous serment, qu'il n'y a pas eu de cas pendant la traversée, les pèlerins seront immédiatement débarqués.

Si, au contraire, le choléra ou des accidents cholériformes avaient été constatés pendant le voyage ou au moment de l'arrivée, le navire sera renvoyé à Camaran, où il subira le régime des navires infectés.

Les navires infectés, c'est-à-dire ayant à bord des cas de choléra ou des accidents cholériformes, ou bien en ayant présenté depuis sept jours, subiront le régime suivant :

Les personnes atteintes de choléra ou d'accidents cholériformes seront débarquées et isolées à l'hôpital. La désinfection sera pratiquée d'une façon complète. Les autres passagers seront débarqués et isolés par groupes, aussi peu nombreux que possible,

de manière que l'ensemble ne soit pas solidaire d'un groupe particulier, si le choléra venait à s'y développer.

Le linge sale, les objets à usage, les vêtements de l'équipage et des passagers seront désinfectés ainsi que le navire.

L'autorité Sanitaire locale décidera si le déchargement des gros bagages et des marchandises est nécessaire, si le navire entier doit être désinfecté ou si une partie seulement du navire doit subir la désinfection.

Les passagers resteront cinq jours à l'établissement de Camaran ; lorsque les cas de choléra remonteront à plusieurs jours, la durée de l'isolement pourra être diminuée. Cette durée pourra varier selon l'époque de l'apparition du dernier cas et d'après la décision de l'autorité Sanitaire.

Le navire sera dirigé ensuite sur Djeddah, où une visite médicale rigoureuse aura lieu à bord. Si son résultat est favorable, les pèlerins seront débarqués. Si, au contraire, le choléra ou des accidents cholériques s'étaient montrés à bord pendant le voyage ou au moment de l'arrivée, le navire sera renvoyé à Camaran, où il subira de nouveau le régime des navires infectés.

Améliorations à apporter à la Station Sanitaire de Camaran.

A.—Évacuation complète de l'île de Camaran par ses habitants.

B.—Moyens d'assurer la sécurité et de faciliter le mouvement de la navigation dans la baie de l'île de Camaran :

1. Installation de bouées et de balises en nombre suffisant ;
2. Construction d'un môle ou quai principal pour débarquer les passagers et les colis ;
3. Un appontement différent pour embarquer séparément les pèlerins de chaque campement ;
4. Des chalands en nombre suffisant avec un remorqueur à vapeur, pour assurer le service de débarquement et d'embarquement des pèlerins.

Le débarquement des pèlerins des navires infectés sera opéré par les moyens de bord.

C.—Installation de la station Sanitaire qui comprendra :

1. Un réseau de voies ferrées reliant les débarcadères aux locaux de l'Administration et de désinfection ainsi qu'aux locaux des divers services et aux campements ;
2. Des locaux pour l'Administration et pour le personnel des services Sanitaires et autres ;
3. Des bâtiments pour la désinfection et le lavage des effets non portés et autres objets ;
4. Des bâtiments où les pèlerins seront soumis à des bains-douches ou bains de mer pendant que l'on désinfectera les vêtements en usage ;
5. Des hôpitaux séparés pour les deux sexes et complètement isolés :
 - (a.) Pour l'observation des suspects ; (b.) pour les cholériques ;
 - (c.) pour les malades atteints d'autres affections contagieuses ; (d.) pour les maladies ordinaires ;

6. Les campements seront séparés les uns des autres d'une manière efficace et la distance entre eux devra être la plus grande possible; les logements destinés aux pèlerins seront construits dans les meilleures conditions hygiéniques et ne devront contenir que vingt-cinq personnes;

7. Un cimetière bien situé et éloigné de toute habitation sans contact avec une nappe d'eau souterraine, et drainé à 50 centim. au-dessous du plan des fosses.

D.—Outillage sanitaire et accessoires :

1. Étuves à vapeur en nombre suffisant et présentant toutes les conditions de sécurité, d'efficacité, et de rapidité ;

2. Pulvérisateurs, cuves à désinfection et moyens nécessaires pour la désinfection chimique, analogues à ceux qui ont été indiqués par la Convention Sanitaire de Venise du 30 Janvier, 1892 ;

3. Machines à distiller : appareils destinés à la stérilisation de l'eau par la chaleur ; machines à fabriquer la glace.

Pour la distribution de l'eau potable, canalisations et réservoirs fermés, étanches et ne pouvant se vider que par des robinets ou par des pompes ;

4. Laboratoire bactériologique avec le personnel nécessaire ;

5. Installation de tinettes mobiles pour recueillir les matières fécales préalablement désinfectées. Épandage de ces matières sur une des parties de l'île les plus éloignées des campements, en tenant compte des conditions nécessaires pour le bon fonctionnement de ces champs, au point de vue de l'hygiène ;

6. Les eaux sales seront éloignées des campements sans pouvoir stagner ni servir à l'alimentation. Les eaux vannes qui sortent des hôpitaux seront désinfectées par le lait de chaux, suivant les indications contenues dans la Convention de Venise.

E.—L'autorité Sanitaire assurera dans chaque campement l'établissement de magasins de comestibles et de combustible.

Le tarif des prix fixés par l'autorité compétente est affiché en plusieurs endroits du campement et dans les principales langues des payes habités par les pèlerins.

Le contrôle de la qualité des vivres et d'un approvisionnement suffisant est fait chaque jour par le médecin du campement.

L'eau est fournie gratuitement.

En ce qui concerne les vivres et l'eau, les règles adoptées pour Camaran sous la lettre *E* sont applicables aux campements d'Abou-Saad, de Vasta, et d'Abou-Ali.

Améliorations à apporter aux Stations Sanitaires d'Abou-Saad, de Vasta, et d'Abou-Ali, ainsi qu'à Djeddah et à Yambo.

1. Création de deux hôpitaux pour cholériques, hommes et femmes, à Abou-Ali ;

2. Création à Vasta d'un hôpital pour maladies ordinaires ;

3. Installation à Abou-Saad et à Vasta de logements en pierres capables de contenir 500 personnes, à raison de 25 personnes par logement ;

4. Trois étuves à désinfection placées à Abou-Saad, Vasta, et Abou-Ali, avec buanderies et accessoires ;
5. Établissement de douches-lavages à Abou-Saad et Vasta.
6. Dans chacune des Iles d'Abou-Saad et Vasta des machines à distiller pouvant fournir ensemble 15 tonnes d'eau par jour ;
7. Pour les cimetières, les matières fécales et les eaux sales, le régime sera réglé suivant les principes admis pour Camaran. Un cimetière sera établi dans chacune des îles ;
8. Installation d'étuves et autres moyens de désinfection à Djeddah et à Yambo pour les pèlerins quittant le Hedjaz.

Réorganisation de la Station Sanitaire de Djebel-Tor.

En ce qui concerne la réorganisation de la station de Djebel-Tor, les Hautes Parties Contractantes, confirmant les recommandations et vœux formulés par la Conférence de Venise relativement à cette station, laissent au Conseil Maritime, Sanitaire d'Alexandrie le soin de réaliser ces améliorations et estiment en outre :

1. Qu'il est nécessaire d'avoir également dans la station des machines à stériliser par la chaleur l'eau qu'on peut trouver sur place ;
2. Qu'il importe que tous les vivres qui sont emportés par les pèlerins de Djeddah et de Yambo, quand il y a du choléra au Hedjaz, soient désinfectés comme objets suspects ou complètement détruits, s'ils se trouvent dans des conditions d'altération dangereuses ;
3. Que des mesures doivent être prises pour empêcher les pèlerins d'emporter au départ du Djebel-Tor des outres qui seront remplacées par des vases en terre cuite ou des bidons métalliques ;
4. Que chaque section doit y être pourvue d'un médecin ;
5. Qu'un Capitaine de Port doit être nommé à El-Tor, pour y diriger les embarquements et les débarquements et pour faire observer les Règlements par les capitaines des navires et les samboukdji.

Régime sanitaire à appliquer aux Navires à Pèlerins venant du Nord.

I. *Voyage d'Aller.*—Si la présence du choléra n'est pas constatée dans le port de départ ni dans ses environs et aucun accident cholérique ne s'étant produit pendant la traversée, le navire est immédiatement admis à la libre pratique.

Si la présence du choléra est constatée dans le port de départ ou dans ses environs ou si un accident cholérique s'est produit pendant la traversée, le navire sera soumis, à Djebel-Tor, aux Règles instituées pour les navires qui viennent du Sud et qui s'arrêtent à Camaran.

II. *Voyage de Retour.*—Si la présence du choléra n'est pas constatée au Hedjaz et ne l'a pas été au cours du pèlerinage, les navires sont soumis à Djebel-Tor aux Règles instituées à Camaran pour les navires indemnes :

Les pèlerins seront débarqués ; ils prendront une douche-lavage ou un bain de mer ; leur linge sale, la partie de leurs effets à usagé et de leurs bagages qui peut être suspecte, d'après l'appréciation de l'autorité Sanitaire, seront désinfectés ; la durée de ces opérations, en y comprenant le débarquement et l'embarquement, ne devra pas dépasser quarante-huit heures.

Si la présence du choléra est constatée au Hedjaz ou l'a été au cours du pèlerinage, les navires sont soumis à Djebel-Tor aux Règles instituées à Camaran pour les navires infectés :

Les personnes atteintes de choléra ou d'accidents cholériformes seront débarquées et isolées à l'hôpital. La désinfection sera pratiquée d'une façon complète. Les autres passagers seront débarqués et isolés par groupes, aussi peu nombreux que possible, de manière que l'ensemble ne soit pas solidaire d'un groupe particulier, si le choléra venait à s'y développer.

Le linge sale, les objets à usage, les vêtements de l'équipage et des passagers seront désinfectés ainsi que le navire.

L'autorité Sanitaire locale décidera si le déchargement des gros bagages et des marchandises est nécessaire, si le navire entier doit être désinfecté ou si une partie seulement du navire doit subir la désinfection.

Tous les pèlerins sont soumis à une observation de sept jours pleins à partir de celui où ont été terminées les opérations de désinfection. Si un accident cholérique s'est produit dans une section, la période de sept jours ne commence pour cette section qu'à partir de celui où le dernier cas a été constaté.

Mesures sanitaires à appliquer aux Départs des Pèlerins des Ports du Hedjaz.

Les mesures à adopter pour le départ de Djeddah et Yambo des pèlerins qui vont vers le sud sont les mêmes que celles édictées pour le départ des ports situés au delà du Détroit de Bab-el-Mandeb, en ce qui concerne la visite médicale et la désinfection, soit :—

1. Visite médicale obligatoire individuelle, faite de jour, à terre, au moment de l'embarquement, pendant le temps nécessaire, par des médecins délégués de l'autorité Sanitaire, de toute personne prenant passage à bord d'un navire ;

2. Désinfection obligatoire et rigoureuse faite à terre, sous la surveillance du médecin délégué de l'autorité publique, de tout objet contaminé ou suspect, dans les conditions de l'Article 5 du premier Règlement inséré dans l'Annexe IV de la Convention Sanitaire de Venise.

Pour les pèlerins qui s'embarquent sur des navires dirigés vers le nord, la désinfection se fera à Djebel-Tor, sauf quand il y a du choléra au Hedjaz : en ce cas, les mesures ci-dessus sont appliquées aussi à ces navires à Djeddah et Yambo.

ANNEXE III.

[Not included in this Ratification.]

ANNEXE IV.

Surveillance et Exécution.

1. La mise en pratique et la surveillance des mesures concernant les pèlerinages arrêtées par la présente Convention sont confiées, dans l'étendue de la compétence du Conseil Supérieur de Santé de Constantinople, à un Comité pris dans le sein de ce Conseil. Ce Comité est composé de trois des Représentants de la Turquie dans ce Conseil, et de ceux des Puissances qui ont adhéré ou qui adhéreront aux Conventions Sanitaires de Venise, de Dresde, et de Paris. La présidence du Comité est dévolue à l'un de ses membres Ottomans. En cas de partage des voix, le Président a voix prépondérante.

2. Afin d'assurer les garanties nécessaires au bon fonctionnement des divers établissements Sanitaires énumérés dans la présente Convention, il sera créé un corps de médecins diplômés et compétents, de désinfecteurs, et de mécaniciens bien exercés et de Gardes Sanitaires recrutés parmi les personnes ayant fait le service militaire comme officiers ou sous-officiers.

3. En ce qui concerne les frais résultant du régime établi par la présente Convention, il y a lieu de maintenir l'état actuel au point de vue de la répartition des frais entre le Gouvernement Ottoman et le Conseil Supérieur de Santé de Constantinople, répartition qui a été fixée à la suite d'une entente entre le Gouvernement Ottoman et les Puissances représentées dans ce Conseil.

4. L'autorité Sanitaire du port Ottoman de relâche ou d'arrivée qui constate une contravention en dresse un procès-verbal sur lequel le capitaine peut inscrire ses observations. Une copie certifiée conforme de ce procès-verbal est transmise, au port de relâche ou d'arrivée, à l'autorité Consulaire du pays dont le navire porte le pavillon. Cette autorité assure le dépôt de l'amende entre ses mains. En l'absence d'un Consul, l'autorité Sanitaire reçoit cette amende en dépôt. L'amende n'est définitivement acquise au Conseil Supérieur de Santé de Constantinople que lorsque la Commission Consulaire indiquée à l'Article suivant aura prononcé sur la validité de l'amende.

Un deuxième exemplaire du procès-verbal certifié conforme devra être adressé par l'autorité Sanitaire qui a constaté le délit au

Président du Conseil de Santé de Constantinople, qui communiquera cette pièce à la Commission Consulaire.

Une annotation sera inscrite sur la patente par l'autorité Sanitaire ou Consulaire indiquant la contravention relevée et le dépôt de l'amende.

5. Il est créé à Constantinople une Commission Consulaire pour juger les déclarations contradictoires de l'agent Sanitaire et du capitaine inculpé. Elle sera désignée chaque année par le Corps Consulaire. L'Administration Sanitaire pourra être représentée par un agent remplissant les fonctions de Ministère Public.

Le Consul de la nation intéressée sera toujours convoqué. Il a droit de vote.

6. Le produit des taxes et des amendes Sanitaires ne peut, en aucun cas, être employé à des objets autres que ceux relevant des Conseils Sanitaires.

Declaration.

Les Gouvernements Signataires de la Convention Sanitaire Internationale conclue à Paris, le 3 Avril, 1894, ayant jugé utile d'apporter certains amendements à l'instrument diplomatique de la dite Convention, avant l'échange des ratifications, les Soussignés, à ce dûment autorisés, sont convenus des dispositions suivantes:—

1. L'alinéa 5 de la Section A de l'Annexe 1 de la Convention sera rédigé comme suit:

“ 5. Les pèlerins seront tenus, si les circonstances locales le permettent, de justifier des moyens strictement nécessaires pour accomplir le pèlerinage à l'aller et au retour et pour le séjour dans les Lieux-Saints.”

2. L'Article 13 du Règlement inséré à la section B de la même Annexe 1 sera remplacé par l'Article suivant:

“ Article 13. Le navire doit pouvoir loger les pèlerins dans l'entrepont.

“ En dehors de l'équipage, le navire doit fournir à chaque individu, quel que soit son âge, un surface d'au moins 150 décimètres carrés, avec une hauteur d'entrepont d'au moins 1 mètre 80 centim.

“ Pour les navires qui font le cabotage, chaque pèlerin doit disposer d'un espace d'au moins 2 mètres de largeur dans le long des platsbords du navire.”

3. Les Gouvernements Signataires consentent à ce que les ratifications du Gouvernement de Sa Majesté Britannique ne contiennent pas l'Annexe 3 de la Convention. Les dispositions de cette Annexe ne seront pas appliquées, en conséquence, aux navires de guerre ou de commerce de la Grande-Bretagne et de l'Irlande et de l'Inde Anglaise.

4. La présente Déclaration, qui restera annexée à la Conven-

tion Sanitaire Internationale de Paris du 3 Avril, 1894, sera insérée dans les ratifications des Hautes Parties Contractantes et est substituée aux réserves inscrites dans le Procès-verbal de Signature de la Convention en date du 3 Avril, 1894.

En foi de quoi, les Soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont dressé la présente Déclaration et l'ont revêtue de leurs cachets.

Fait en treize exemplaires, à Paris, le 30 Octobre, 1897.

Pour la Grande-Bretagne :

(L.S.) (Signé) MARTIN GOSSELIN.

Pour l'Allemagne :

(L.S.) (Signé) MÜNSTER.

Pour l'Autriche-Hongrie :

L'Ambassadeur d'Autriche-Hongrie :

(L.S.) (Signé) A. DE WOLKENSTEIN.

Pour la Belgique :

(L.S.) (Signé) Baron D'ANETHAN.

Pour le Danemark :

(L.S.) (Signé) J. HEGERMANN LINDENCRONE.

Pour l'Espagne :

(L.S.) (Signé) Duc DE MANDAS.

Pour la République Française :

(L.S.) (Signé) G. HANOTAUX.

Pour la Grèce :

(L.S.) (Signé) C. A. CRIÉSIS.

Pour l'Italie :

(L.S.) (Signé) G. TORNIELLI.

Pour les Pays-Bas :

(L.S.) (Signé) A. DE STUERS.

Pour la Perse :

(L.S.) (Signé) NAZARE-AGA.

Pour le Portugal :

(L.S.) (Signé) ANTONIO MARIA BARTTEOLOME FERREIRE.

Pour la Russie :

(L.S.) (Signé) MOHRENHEIM.

Procès-verbal de Dépôt de Ratifications sur la Convention Sanitaire Internationale, signée à Paris, le 3 Avril, 1894, et sur la Déclaration Additionnelle, signée à Paris, le 30 Octobre, 1897.

EN exécution de l'Article VII de la Convention Sanitaire Internationale du 3 Avril, 1894, et conformément à l'entente qui s'est établie pour proroger jusqu'à ce jour le délai dans lequel cette Convention, ainsi que la Déclaration Additionnelle, signée à Paris le 30 Octobre, 1897, devaient être ratifiées, les Soussignés, Représentants des Puissances co-signataires, se sont réunis au Ministère des Affaires Étrangères à Paris pour procéder au dépôt entre

les mains du Gouvernement de la République Française des ratifications des Hautes Puissances Contractantes.

Les instruments des ratifications—

1. De Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse ;
2. De Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême, &c.,
&c., et Roi Apostolique de Hongrie ;
3. De Sa Majesté le Roi des Belges ;
4. De Sa Majesté le Roi de Danemark ;
5. De Sa Majesté le Roi d'Espagne, et, en son nom, de Sa
Majesté la Reine-Régente du Royaume ;
6. De M. le Président de la République Française ;
7. De Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande-
Bretagne et d'Irlande, Impératrice des Indes ;
8. De Sa Majesté le Roi des Hellènes ;
9. De Sa Majesté le Roi d'Italie ;
10. De Sa Majesté la Reine des Pays-Bas, et, en son nom, de
Sa Majesté la Reine-Régente du Royaume ;
11. De Sa Majesté le Shah de Perse ;
12. De Sa Majesté le Roi de Portugal ;
13. De Sa Majesté l'Empereur de Toutes les Russies ;

ont été produits, et ayant été, après examen, trouvés en bonne et due forme, sont confiés au Gouvernement de la République Française pour être déposés dans les archives du Département des Affaires Étrangères.

En foi de quoi les Soussignés ont dressé le présent procès-verbal et y ont apposé leurs cachets.

Une copie certifiée en sera adressée par les soins du Gouvernement de la République Française à chacune des Puissances ayant ratifié la Convention Sanitaire du 3 Avril, 1894, et la Déclaration Additionnelle du 30 Octobre, 1897, ainsi qu'au Gouvernement des Royaumes-Unis de Suède et de Norvège, qui, par un Acte en date du 6 Avril, 1898, a adhéré aux Convention et Déclaration précitées.

Fait à Paris, le 20 Juin, 1898.

Pour l'Allemagne :

(L.S.) (Signé) MÜNSTER.

Pour l'Autriche et pour la Hongrie :

L'Ambassadeur d'Autriche-Hongrie :

(L.S.) (Signé) A. WOKENSTEIN.

Pour la Belgique :

(L.S.) (Signé) BON. d'ANETHAN.

Pour le Danemark :

(L.S.) (Signé) HEGERMANN LINDENCRONE.

Pour l'Espagne :

(L.S.) (Signé) F. DE LEON Y CASTILLO.

Pour la République Française :

(L.S.) (Signé) G. HANOTAUX.

Pour la Grande-Bretagne :

(L.S.) (Signé) MARTIN GOSSELIN.

Pour la Grèce :
 (L.S.) (Signé) N. P. DELYANNI.
 Pour l'Italie :
 (L.S.) (Signé) G. TORNIELLI.
 Pour les Pays-Bas :
 (L.S.) (Signé) A. DE STUERS.
 Pour la Perse :
 (L.S.) (Signé) NAZARE AGAR.
 Pour le Portugal :
 (L.S.) (Signé) F. DE SOUZA ROZA.
 Pour la Russie :
 (L.S.) (Signé) I. OUROUSSOFF.

Pour copie conforme :
 Le Ministre Plénipotentiaire, Chef du
 Service du Protocole,
 (Signé) PH. CROZIER.

(Translation.)

HER Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Empress of India ; His Majesty the German Emperor, King of Prussia, in the name of the German Empire ; His Majesty the Emperor of Austria, King of Bohemia, &c., &c., and Apostolic King of Hungary ; His Majesty the King of the Belgians ; His Majesty the King of Denmark ; His Majesty the King of Spain and in his name the Queen-Regent of the Kingdom ; the President of the French Republic ; His Majesty the King of the Hellenes ; His Majesty the King of Italy ; Her Majesty the Queen of the Netherlands and in her name Her Majesty the Queen-Regent of the Kingdom ; His Majesty the Shah of Persia ; His Majesty the King of Portugal and of the Algarves ; and His Majesty the Emperor of All the Russias ; having decided to come to an understanding with a view to the settlement of the measures to be taken for the protection of the pilgrimage to Mecca from disease and for the establishment of a service of sanitary inspection in the Persian Gulf, have appointed as their Plenipotentiaries, to wit :

Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Empress of India, Mr. Phipps, Minister Plenipotentiary ; Dr. Thorne Thorne, Head of the Sanitary Department in the Local Government Board, Companion of the Bath ; Surgeon-General J. M. Cuningham, formerly Head of the Indian Medical Department, Companion of the Star of India ;

His Majesty the German Emperor, King of Prussia, M. de Schoen, his Councillor of Legation at the German Embassy at Paris ;

His Majesty the Emperor of Austria, King of Bohemia, &c., &c., and Apostolic King of Hungary, Count Charles de Knefstein, his Chamberlain and Privy Councillor ; Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary, Member of the Austrian House of

Lords, Knight of the second class of the Order of the Iron Crown;

His Majesty the King of the Belgians, Baron Eugène Beyens, Councillor of Legation of Belgium at Paris, Knight of the Order of Leopold; Dr. Alfred Devaux, Inspector-General of the Sanitary Civil Service and of Hygiene in the Ministry of Agriculture, Industry, and of Public Works, Officer of the Order of Leopold; Dr. E. van Ermengem, Professor of Hygiene and Bacteriology at the University of Gand, Knight of the Order of Leopold;

His Majesty the King of Denmark, Count Gebhard Léon de Moltke-Hvitfeldt, his Chamberlain and Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to the Government of the French Republic, Grand Cross of the Order of Dannebrog, and decorated with the Cross of Honour of the same Order;

His Majesty the King of Spain and in his name Her Majesty the Queen-Regent of the Kingdom, M. Fernand Jordan de Urries, Marquis de Novallas, his Chamberlain, First Secretary of the Spanish Embassy at Paris, Commander of the Order of Charles III; M. Amalio Jimeno y Cabanas, Senator of the Kingdom, Professor of the Faculty of Medicine of Madrid, Commander (with the Star) of the Order of Isabella the Catholic;

The President of the French Republic, M. Camille Barrere, Minister Plenipotentiary of the first class, Chargé d'Affaires of the French Republic at Munich, Officer of the National Order of the Legion of Honour; M. Gabriel Hanotaux, Minister Plenipotentiary of the first class, Director of Consulates and of Commercial Affairs, Officer of the National Order of the Legion of Honour; Professor Brouardel, President of the Consultative Committee of Public Hygiene for France, Member of the Academy of Sciences, Commander of the National Order of the Legion of Honour; M. Henri Monod, Councillor of State, Director of Public Aid and Hygiene in the Ministry of the Interior, Member of the Academy of Medicine, Officer of the National Order of the Legion of Honour; Professor Proust, Inspector-General of Sanitary Services, Professor of the Faculty of Medicine of Paris, Member of the Academy of Medicine, Commander of the National Order of the Legion of Honour;

His Majesty the King of the Hellenes, M. Criésis, Greek Chargé d'Affaires at Paris; Dr. Vafiadès, Greek Delegate to the Sanitary Council of Constantinople;

His Majesty the King of Italy, the Marquis Malaspina di Carbonara, First Secretary of the Italian Embassy at Paris, Officer of the Order of Saints Maurice and Lazarus;

Her Majesty the Queen of the Netherlands and in her name Her Majesty the Queen-Regent of the Kingdom, the Chevalier de Stuers, her Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to the French Republic, Commander of the Order of the Netherland Lion; Dr. V. P. Ruysch, Sanitary Councillor in the Ministry of the Interior of the Netherlands, Knight of the Order of the Netherland Lion; M. J. A. Kruyt, Netherland Consul-General at Penang, Knight of the Order of the Netherland Lion;

His Majesty the Shah of Persia, Dr. Mirza Zeynal Abidine Khan Möin-ol Atebba, Special Physician of His Imperial Highness the Crown Prince; Dr. Mirza Khalil-Khan, Physician to the Persian Ministry for Foreign Affairs;

His Majesty the King of Portugal and the Algarves, M. Gabriel Joseph de Zoghheb, Consul-General, Diplomatic Agent of Portugal in Egypt; and

His Majesty the Emperor of All the Russias, M. Michel de Giers, Councillor of State, Chamberlain of his Court, Councillor of the Russian Ministry for Foreign Affairs;

Who, having exchanged their full powers, found to be in good and due form, have agreed to the following arrangements:—

I. *As regards the sanitary police in the ports of departure of the Far East (British India, Netherland Possessions, &c., &c.):*

The measures adopted are those laid down in Annex I of the present Convention.

II. *As regards the sanitary inspection of pilgrims in the Red Sea:*

The measures adopted are those laid down in Annex II.

III. *As regards the protection of the Persian Gulf:*

The measures adopted are those laid down in Annex III.

IV. *As regards the application of measures contained in the preceding Annexes:*

The measures adopted are those laid down in Annex IV.

V. The above-named Annexes shall have the same value as if they were incorporated in the present Convention.

VI. States which have not taken part in the present Convention shall be allowed to accede to it, at their request.

This accession shall be notified by the diplomatic channel to the Government of the French Republic, which shall in its turn notify it to the other Governments which have signed the Convention.

VII. The present Convention shall last five years, from the date of the exchange of ratifications. It shall be renewed every five years by tacit agreement, unless one of the High Contracting Parties shall notify its intention of suspending its operation five years before the expiration of the aforesaid period of five years. If one of the Powers should denounce the Convention, the denunciation shall only be valid as far as that Power is concerned.

The present Convention shall be ratified; its ratifications shall be deposited at Paris as soon as possible, and, at the latest, a year from the date of signature.

In virtue of which the respective Plenipotentiaries have signed and sealed it.

Done in Paris, in thirteen copies, the 3rd April, 1894.

(L.S.)	(Signed)	CONSTANTINE PHIPPS.
(L.S.)	(Signed)	R. THORNE THORNE.
(L.S.)	(Signed)	J. M. CUNINGHAM.
(L.S.)	(Signed)	SCHOEN.
(L.S.)	(Signed)	KNEFSTEIN.

(L.S.)	(Signed)	Baron EUG. BEYENS.
(L.S.)	(Signed)	ALF. DEVAUX.
(L.S.)	(Signed)	DR. VAN ERMENGEM.
(L.S.)	(Signed)	MOLKTE-HVITFELDT.
(L.S.)	(Signed)	Marquis DE NOVALLAS.
(L.S.)	(Signed)	DR. AMALIO JIMENO.
(L.S.)	(Signed)	CAMILLE BARRÈRE.
(L.S.)	(Signed)	GABRIEL HANOTAUX.
(L.S.)	(Signed)	A. BROUARDEL.
(L.S.)	(Signed)	H. MONOD.
(L.S.)	(Signed)	A. PROUST.
(L.S.)	(Signed)	CRIÈSIS.
(L.S.)	(Signed)	DR. VAFIADÈS.
(L.S.)	(Signed)	MALASPINA.
(L.S.)	(Signed)	A. DE STUERS.
(L.S.)	(Signed)	DR. RUYSCH.
(L.S.)	(Signed)	J. A. KRUYT.
(L.S.)	(Signed)	MOIN-OL ATEBBA.
(L.S.)	(Signed)	KHALIL KHAN.
(L.S.)	(Signed)	Comte GABRIEL DE ZOGHEB.
(L.S.)	(Signed)	MICHEL DE GIERS.

ANNEX I.

(A.)—*Sanitary Police in Ports of Departure of Pilgrim Vessels coming from the Indian Ocean and Oceania*

1. All persons taking a passage on board a pilgrim-vessel are to be subjected individually to an obligatory medical visit, by day, on shore, at the moment of embarking, during the necessary period, by a doctor delegated by the public authority.

2. Every contaminated and suspected object is to be subjected to an obligatory and rigorous disinfection, conducted on shore under the inspection of a doctor delegated by the public authority according to the conditions of Article 5 of the first Ordinance inserted in Annex IV of the Venice Sanitary Convention.

3. Every person affected with cholera or with choleraic affection, or with any kind of suspected diarrhœa, is to be prohibited from embarking.

4. In the event of cholera cases existing in the port, passengers shall not be allowed to embark on pilgrim-vessels until they shall have been collected in groups and subjected during five days to such an observation as warrants the assurance that no one of them is infected with cholera.

It is understood that, in order to carry out this measure, each

Government may take local* possibilities and circumstances into consideration.

5. Pilgrims will be required, as far as local circumstances permit, to prove that they possess the strictly necessary means for accomplishing the pilgrimage to the holy places and back, allowing for their stay there.

(B.)—*Measures to be taken on board Pilgrim Vessels.*

ORDINANCE.

Part I.—*General Arrangements.*

Article 1. This Ordinance applies to pilgrim-vessels which transport Mussulman pilgrims to Hedjaz, or bring them back thence.

Art. 2. A vessel is not considered as a pilgrim-vessel which, besides its ordinary passengers, among whom may be included pilgrims of the upper classes, ships pilgrims of the lower classes in a lesser proportion than that of one pilgrim for every 100 tons of gross tonnage.

Art. 3. All pilgrim-vessels as they enter and leave the Red Sea must conform to the Rules contained in the "Special Ordinance applicable to the pilgrimage of the Hedjaz," which will be published by the Board of Health of Constantinople in accordance with the principles laid down in the present Convention.

Art. 4. Steam-vessels only are allowed to transport pilgrims by the sea route. This transport is prohibited for other vessels.

Pilgrim-vessels sailing along the coast and intended for passages of short duration, termed "coasting voyages," must submit to the Regulations contained in the special Ordinance mentioned in Article 3.

Part II.—*Measures to be taken before Starting.*

Art. 5. It shall be the duty of the captain, or in the absence of the captain, the proprietor or the agent of every pilgrim-vessel, to declare to the competent† authority of the port of departure his intention of embarking pilgrims, and he shall do this at least three

* The Conference has decided that, in the first place, the five days' inspection may be carried out on board the vessels between the medical inspection effected at the time of departure from British India and the second visit undergone at Aden, and, in the second place, that in Netherland India this inspection may take place on board the outward-bound vessel.

† In British India the competent authority is at present an officer appointed for that purpose by the Local Government ("Native Passenger Ships Act, 1837," Art. 7); in Netherland India, the Master of the Port; in Turkey, the Sanitary authority; in Austria-Hungary, the Sanitary authority; in Italy, the Captain of the Port; in France, Tunis, and Spain (Philippine Isles), the Sanitary authority.

days before she starts. This declaration should indicate the day contemplated for the departure and the destination of the vessel.

Art. 6. As a consequence of this declaration the competent authority is to have the ship measured and inspected at the expense of the captain. The Consular authority to which the vessel is subordinate may assist at this inspection.

The inspection only may be proceeded with if the captain is already provided with a certificate of measurement furnished by the competent authority of his country, unless it is suspected that the document no longer corresponds to the actual condition of the vessel.

Art 7. The competent authority is not to allow the departure of a pilgrim-vessel until satisfied :

(a.) That the ship is in a condition of perfect cleanliness, and, should it have been necessary, that she has been disinfected ;

(b.) That the ship is in a fit state to undertake the voyage without danger ; that she is well manned, well regulated, well ventilated, provided with a sufficient number of small boats ; that she contains nothing on board which is or may become detrimental to the health or to the security of the passengers ; that the deck and the between-decks are of wood, and not of iron ;

(c.) That there are on board, besides provisions for the crew, victuals properly stored, as well as fuel, all of good quality, and in sufficient quantity for all the pilgrims for the whole declared duration of the voyage ;

(d.) That the drinking water on board is of good quality, and proceeds from a source sheltered from all contamination ; that there is a sufficient amount of it ; that the drinking-water cisterns on board are sheltered from pollution, and closed in such a manner that the diffusion of water can be made only by means of taps and pumps ;

(e.) That the ship possesses a distilling apparatus capable of producing a quantity of water amounting to at least 5 litres per head and per day for every person embarked, including the crew ;

(f.) That the ship possesses a disinfecting stove, which shall have been proved to be safe and efficacious ;

(g.) That the crew includes a doctor, and that the vessel possesses medicines, as laid down in Articles 11 and 13 ;

(h.) That the deck of the vessel is cleared of all goods and encumbrances ;

(i.) That the arrangements of the vessel are such as to enable the measures prescribed by Part III to be carried out.

Art. 8. It shall be the duty of the captain to post up on the vessel, in a conspicuous place, accessible to those interested, notices drawn up in the principal languages of the countries inhabited by the pilgrims to be taken on board, and indicating :

1. The destination of the vessel ;

2. The daily ration of water and victuals allotted to each pilgrim ;

3. The tariff for such victuals as are not included in the daily distribution and have to be paid for separately.

Art. 9. The captain is not to start until he is provided with :

1. A list *visé* by the competent authority, and indicating the name, sex, and total number of pilgrims he is authorized to embark;

2. A bill of health recording the name, the nationality, and the tonnage of the vessel, the name of the captain, the name of the doctor, the exact number of persons embarked: crew, pilgrims, and other passengers, the nature of the cargo, the port of departure, the port of arrival, the state of the public health at the port of departure.

The competent authority shall state on the bill of health whether the prescribed number of pilgrims has been attained or not, and should it not have been attained, what is the complementary number of passengers which the vessel is authorized to embark at subsequent ports of call.

Art. 10. It shall be incumbent on the competent authority to take effectual measures to prevent the embarkation of all suspected * persons or objects according to the Regulations laid down as to the precautions to be taken in port.

Part III.—*Precautions to be taken during the Passage.*

Art. 11. Each vessel embarking 100 pilgrims or more should have a doctor on board in possession of a proper diploma, and of a commission from the Government to which the vessel belongs. A second doctor should be taken on board as soon as the number of pilgrims carried by the vessel exceeds 1,000.

Art. 12. The doctor is to visit the pilgrims, to attend the sick, and to see that the rules of health are observed on board. He should especially—

1. Satisfy himself that the victuals distributed to the pilgrims are of good quality; that their quantity corresponds to the engagements made, and that they are properly cooked;

2. Satisfy himself that the provisions of the article relative to the distribution of water are observed;

3. If there be any doubt as to the quality of the drinking water, call the captain's attention by letter to the provisions of Article 21 below;

4. Satisfy himself that the vessel is kept in a constant state of cleanliness, and especially that the latrines are cleansed as prescribed by Article 18 below;

5. Satisfy himself that the pilgrims' quarters are kept in a sanitary condition, and that, in any case of infectious or contagious disease, the process of disinfection is carried out as prescribed by Article 18, following.

6. Keep a journal of all the sanitary incidents which occur during the voyage, and deliver this journal to the competent authority at the port of arrival.

* According to the definition of Annex V (1) of the Venice Convention.

Art. 13. The vessel should be able to quarter passengers on the orlop deck.

Apart from the crew, the vessel should be capable of providing each individual with deck space to the extent of at least 150 square decimetres, and a height of orlop-deck of at least 1 metre 80 centim.

As regards coasting vessels, each pilgrim should be provided with deck space of at least 2 metres in breadth along the gun-wales of the vessel.

Art. 14. The deck should be kept clear of encumbrances during the voyage; it should be reserved day and night for the use of persons on board, and be placed freely at their disposal.

Art. 15. The heavy luggage of pilgrims is to be registered, numbered, and placed in the hold. Pilgrims are only allowed to retain articles which are necessary for their comfort. The Regulations made by each Government for its vessels will determine the nature, quantity, and dimensions of personal luggage.

Art. 16. The orlop decks must be carefully cleaned every day and scrubbed with dry sand, with which suitable disinfectants shall be mixed, while the pilgrims are on deck.

Art. 17. On each side of the vessel on deck a place should be reserved, hidden from public view; furnished with a hand-pump, to provide water for the needs of the pilgrims. There should be a place of this kind exclusively reserved for the use of female passengers.

Art. 18. The vessel should be provided, in addition to closets for the use of the crew, with water-closets in the proportion of at least one closet for every hundred passengers on board.

Closets should be exclusively reserved for female passengers.

There should be no closets on the orlop deck or in the hold.

Passengers' closets, as well as those reserved for the use of crew, should be kept clean, and be scrubbed and disinfected three times a-day.

Art. 19. The disinfection of the vessel should be carried out in accordance with the provisions of paragraphs 5 and 6 of Article 5 of Annex IV of the Venice Convention.*

Art. 20. The quantity of drinking water placed every day free of charge at the disposal of each pilgrim, whatever his age, should amount to at least 5 litres.

Art. 21. If there is any doubt about the quality of the drinking water, or reason to think that it was derived from a tainted source,

* The cabins and all parts of the vessel shall be emptied.

The sides and bulkheads shall be disinfected with a solution of sublimate, with 10 per cent. of alcohol added. The spraying is to be done by beginning on the upper part of the side in a horizontal line; it shall then be continued in a downward direction until the whole surface is covered with a layer of liquid in fine drops.

The floors shall be washed with the same solution. Two hours afterwards the bulkheads and the flooring shall be washed with water.

To disinfect the hold of a vessel, a sufficient quantity of sulphate of iron shall be first of all injected in order to neutralize the sulphurated hydrogen, the water shall be emptied from the hold, which shall be washed with sea water, then a certain quantity of sublimated solution should be injected.

The water of the hold is not to be emptied in a harbour.

or polluted in the course of the voyage, it should be boiled and sterilized; and it is the captain's duty to pour it into the sea at the first port at which the vessel may touch, and at which it may be possible to obtain water of better quality.

Art. 22. The vessel should be provided with two shelters, in which pilgrims shall carry on their own cooking. Pilgrims are forbidden to light a fire in any other place, especially on deck.

Art. 23. Each vessel should have on board medicines and other articles required for the care of the sick. The nature and quantity of the medicines shall be determined by the regulations drawn up by each Government for its vessels. Remedies and attendance on the pilgrims are free of charge.

Art. 24. An infirmary duly provided with every requisite, and offering favourable conditions of safety and health should be reserved for the accommodation of the sick.

It should be capable of accommodating at least 5 per cent. of the pilgrims on board, at the rate of 3 square metres per head.

Art. 25. The vessels should be provided with means of isolating persons attacked by cholera or those who exhibit choleraic symptoms.

Only those whose duty it is to nurse such invalids shall be allowed to approach them, and these persons shall not come in contact with the other passengers.

Bedding, floor- and table-covers, and clothes which may have been in contact with the sick should be immediately disinfected. The observance of this rule applies especially to the clothes of those who approach the sick and may thus have been contaminated.

Of these objects, such as are of no value should be either thrown overboard, if the vessel is not in a harbour or a canal, or else be destroyed by fire. The rest should be taken to the stove in waterproof sacks impregnated with a solution of sublimate.

The excrements of sick passengers should be collected in vessels containing a disinfectant. These vessels should be emptied into the closets, which should be thoroughly disinfected after every discharge.

The localities occupied by sick passengers should be thoroughly disinfected.

The work of disinfection should be carried out in accordance with Article 5 of Annex IV of the Venice Convention.

Art. 26. In case of a death occurring during the passage, the captain should note the decease against the name of the deceased passenger on the list *visé* by the authority of the port of departure and he should further enter in his log the name of the deceased, his age, his place of origin, the presumable cause of his death according to the doctor's certificate, and the date of decease.

In case of death from an infectious disease the corpse should first be wrapped up in a shroud impregnated with a sublimated solution, and then be thrown into the sea.*

Art. 27. The bill of health delivered at the port of departure must not be changed during the voyage.

* Venice Convention, Annex V, Title 11, 6.

It shall be *visé* by the Sanitary authority of each port touched at. The Sanitary authority shall write thereon:—

1. The number of passengers landed or newly embarked.
2. Incidents which have occurred at sea, which concern the health or the life of the passengers.
3. The sanitary state of the port called at.

Art. 28. At every port at which the vessel touches, the captain should have the list which has been drawn up in conformity with Article 9, *visé* by the competent authority.

If a pilgrim have landed during the voyage, the captain should make a note of the fact against the name of the pilgrim.

Where there have been fresh embarkations, the passengers embarked should be noted in this list in accordance with Article 9, and as a preliminary to the new *visa*.

Art. 29. The captain should see that all the prophylactic measures taken during the voyage are noted in the log. This book is to be delivered by him to the competent authority of the port of arrival.*

Art. 30. The captain is required to pay the total sum of the Sanitary dues, which should be included in the price of the ticket.

Part IV.—*Penalties.*

Art. 31. Every captain convicted of not having conformed to the engagements entered into by him for the distribution of water, food or fuel, shall be liable to a fine of £ T. 2. This fine shall be collected for the benefit of the pilgrim, who shall have been the victim of the neglect, and who shall prove that he has in vain claimed the fulfilment of the engagement entered into.

Art. 32. Every violation of Article 8 shall be punished by a fine of £ T. 30.

Art. 33. Every captain who shall have committed, or who shall knowingly have allowed to be committed, any fraud relative to the list of pilgrims or to the bill of health provided for by Article 9 shall be liable to a fine of £ T. 50.

Art. 34. Every captain of a vessel arriving without a bill of health from the port of departure, or without the *visa* of the ports of call, or not furnished with the regular list, properly kept according to Articles 9, 27, and 28, shall be liable, in each case, to a fine of £ T. 12.

Art. 35. Every captain convicted of having, or of having had, on board more than 100 pilgrims without a qualified doctor, in accordance with the provisions of Article 11, shall be liable to a fine of £ T. 300.

Art. 36. Every captain convicted of having, or of having had, on board a number of pilgrims above that which he is authorized to carry, in accordance with the provisions of Article 9, shall be liable to a fine of £ T. 5 for every pilgrim above that number.

* Venice Convention, Annex V, Title II 7.

The landing of pilgrims above the regular number shall be carried out at the first station where a competent authority may reside, and it shall be incumbent on the captain to furnish the pilgrims who are landed with the necessary funds to continue their journey to their destination.

Art. 37. Every captain convicted of having landed pilgrims at a spot other than that of their destination, except with their consent, or by stress of circumstance, shall be liable to a fine of £ T. 20 for every pilgrim wrongfully landed.

Art. 38. Every violation of the other provisions of the present "Règlement" shall be punished by a fine of from £ T. 10 to £ T. 100.

Art. 39. Every offence proved in the course of the voyage shall be noted on the bill of health, as well as on the list of pilgrims. The competent authority shall draw up a *procès-verbal* of it for transmission to the proper quarter.

Art. 40. In Ottoman ports the offence shall be proved and the fine imposed by the competent authority, in accordance with the provisions of Annex IV of the Convention.

Art. 41. All agents called on to assist in carrying out this Ordinance shall be liable to punishment in accordance with the laws of their respective countries, in the event of faults being committed by them in its application.

Art. 42. The present Ordinance shall be posted up, in the language of the nationality of the vessel, and in the principal languages of the countries inhabited by the pilgrims to be taken on board, in a conspicuous and accessible place, on board each vessel engaged in transporting pilgrims.

ANNEX II.

Sanitary Supervision of Pilgrimages in the Red Sea.

Sanitary Regulations applicable to Pilgrim Vessels at the (reorganized) Sanitary Station of Camaran.

Pilgrim-vessels coming from the south and proceeding to the Hedjaz shall first touch at the Sanitary station at Camaran, and shall be subjected to the following treatment:—

Vessels recognized as healthy after medical visit shall have free pratique as soon as the following measures shall have been completed:

The pilgrims shall be landed; they shall take a shower or salt-water bath; their soiled linen, the portion of their effects in use, and of their luggage which, in the opinion of the Sanitary authority,

may be suspicious, shall be disinfected. The duration of these measures, including landing and return on board, shall not exceed forty-eight hours.

If no case of cholera, or of diarrhœa, or occurrence of a choleraic character occur during these measures, the pilgrims shall be immediately re-embarked, and the vessel shall continue its voyage to the Hedjaz.

Suspected vessels, that is to say, those on board of which there have been cases of cholera at the time of departure, but no fresh case for seven days, shall be treated in the following manner: The pilgrims shall be landed; they shall take a shower or salt-water bath; that part of their effects in use, and of their luggage which, in the opinion of the Sanitary authority, may be suspicious, shall be disinfected. The duration of these measures, including landing and return on board, shall not exceed forty-eight hours. If no case of cholera, or of choleraic character occur during these measures, the pilgrims shall be immediately re-embarked, and the vessel shall proceed to Jeddah, where there shall be a second medical visit on board. If the result be favourable, and upon the production of a written declaration by the ship's doctors certifying, upon oath, that no case has occurred during the voyage, the pilgrims shall be immediately landed.

If, on the other hand, cases of cholera or of a choleraic character should have occurred during the voyage, or at the time of arrival, the vessel shall be sent back to Camaran, where it shall be subjected to the Regulations applicable to infected vessels.

Infected vessels, that is to say, those having on board cases of cholera or of a choleraic character, or on board of which cases have appeared within seven days, shall be subjected to the following treatment:

Those persons suffering from cholera, or from diseases of a choleraic character, shall be landed and isolated at the hospital. Disinfection shall be thoroughly carried out. The other passengers shall be landed and isolated in groups, of as few as possible, in such a way that all may not be affected in a particular group if cholera should break out.

The soiled linen, utensils, and clothing of the crew and of the passengers shall be disinfected as well as the vessel.

The local Sanitary authority shall decide whether the discharge of the heavy luggage and the cargo be necessary, whether the whole vessel should be disinfected, or whether only a portion of the vessel should undergo disinfection.

The travellers shall stop five days at the establishment at Camaran; when the cases of cholera date back several days, the duration of the isolation may be diminished. This time may vary according to the date of the appearance of the last case, and according to the decision of the Sanitary authority.

The ship shall then be sent to Jeddah, where a stringent medical visit shall take place on board. If the result is favourable, the pilgrims shall land. If, on the contrary, the cholera or signs of cholera should show themselves on board during the

voyage or at the moment of arrival, the ship shall be sent back to Camaran, where it shall again be subjected to the régime for infected ships.

Improvements to be made at the Sanitary Station of Camaran.

A.—Complete evacuation of the Island of Camaran by its inhabitants.

B.—Means for safeguarding ships and for facilitating navigation in the bay of the Island of Camaran :

1. The placing of a sufficient number of buoys and beacons ;
2. Construction of a mole or principal quay for landing passengers and their luggage ;
3. A different landing-stage for the separate embarkation of the pilgrims from each camp ;
4. A sufficient number of barges with a steam-tug to insure the service of the landing of the pilgrims, and of their return on board ;

The landing of pilgrims from infected vessels shall be made by means to be supplied by the vessel itself.

C.—The installation of a Sanitary station, which shall comprise :

1. A system of rails connecting the wharves with the places of administration and of disinfection, as well as with the premises of the different services and with the camps ;
2. Premises for the Administration and for the staff of the Sanitary and other services ;
3. Buildings for the disinfection and washing of effects not in actual use, and of other objects ;
4. Buildings where the pilgrims shall be given douche or sea-water baths while their clothes in use are being disinfected ;
5. Separate and completely isolated hospitals for the two sexes :

— (*a.*) For the observation of suspected cases ; (*b.*) for cholera patients ; (*c.*) for sick persons affected by other contagious diseases ; (*d.*) for ordinary illnesses.

6. The camps shall be separated in an efficacious manner from each other, and the distance between them shall be as great as possible. The dwellings destined for pilgrims shall be constructed on the best hygienic principles, and must not contain more than twenty-five persons each ;

7. A cemetery well situated, and at a distance from any dwelling-house, unconnected with any sheet of subterranean water and drained at a depth of 50 centim. below the sewerage system.

D.—Sanitary tools and their accessories :

1. Steam stoves in sufficient number, and possessing all the necessary conditions of security, efficacy, and rapidity ;
2. Pulverisers, tubs for disinfection, and the necessary means for chemical disinfection analogous to those which were indicated by the Venice Sanitary Convention of 30th January, 1892 ;

3. Distilling machines, apparatus for the sterilization of water by heat; machines for making ice;

The establishment of canals and of closed and water-tight reservoirs for the distribution of drinking water, which can only be emptied by means of cocks or pumps;

4. Bacteriological laboratories with the necessary staff;

5. The installation of moveable open pans to receive the faecal matter after its disinfection. The spread of this matter on some part of the island furthest from the camps, taking into consideration the conditions necessary for the welfare of the fields from a hygienic point of view;

6. Dirty water shall be taken away from the camps without being allowed to stagnate or to be used for feeding purposes. Drain water flowing from the hospitals shall be disinfected by chalk-water, in accordance with the directions contained in the Venice Convention.

E.—The Sanitary authorities shall take steps to secure in each camp the establishment of stores for food and fuel.

The tariff of prices fixed by the competent authority shall be hung up in several parts of the camp, and couched in the languages of the chief countries inhabited by the pilgrims.

The supervision of the quality of the food and the provision of a sufficient supply shall be carried out every day by the doctor in charge of the camp.

Water shall be furnished gratuitously.

The rules with respect to food and water adopted for Camaran under letter *E* shall apply to the camps of Abou-Saad, of Vasta, and of Abou-Ali.

Improvements to be carried out at the Sanitary Stations at Abou-Saad, Vasta, and Abou-Ali, as well as at Jeddah and at Yambo.

1. The establishment of two hospitals for male and female cholera patients, respectively, at Abou-Ali;

2. The establishment at Vasta of a hospital for ordinary diseases;

3. The erection at Abou-Saad and at Vasta of stone buildings capable of holding 500 persons; 25 persons in each building;

4. Three stoves for disinfection, with washing-houses and accessories, to be placed, respectively, at Abou-Saad, Vasta, and Abou Ali;

5. The establishment of shower-baths at Abou-Saad and Vasta;

6. In each of the Islands of Abou-Saad and Vasta, distilling machines capable of turning out altogether 15 tons of water a-day;

7. As regards cemeteries, faecal matter, and dirty water, Regulations shall be drawn up in accordance with the principles laid down for Camaran. A cemetery shall be established in each of the islands;

8. The erection of stoves and other means of disinfection at Jeddah and at Yambo for pilgrims leaving the Hedjaz.

Reorganization of the Sanitary Station of Djebel-Tor.

With regard to the reorganization of Djebel-Tor, the High Contracting Parties, while confirming the recommendations and opinions formulated by the Conference of Venice with respect to that station, leave to the Sanitary Maritime Council of Alexandria the task of realizing these improvements, and they consider, in addition :

1. That it will be necessary to have also in the station, machines for sterilizing by heat the water to be found on the spot ;
2. That all the food which is taken away by the pilgrims of Jeddah and of Yambo, when there is cholera at the Hedjaz, should be disinfected as suspicious, or completely destroyed if it is found to be in a condition of dangerous corruption ;
3. That measures should be taken to prevent the pilgrims from carrying away leather bottles on their departure from Djebel-Tor ; these should be replaced by earthenware pots or metal cans ;
4. That each section should be provided with a doctor ;
5. That a Port Captain should be appointed at El-Tor, in order that he may superintend the embarking and disembarking, and cause the Regulations to be observed by the masters of vessels and by the samboukdji.

Sanitary Régime to be applied to Vessels containing Pilgrims coming from the North.

I. *Outward Voyage.*—If the presence of cholera be not established in the port of departure or its environs, and if no case of cholera show itself during the voyage, the vessel shall be immediately admitted to free pratique.

If the presence of cholera be established in the port of departure or in its environs, or if a case of cholera should show itself during the voyage, the vessel shall be subjected at Djebel-Tor to the Rules laid down for vessels which come from the south and stop at Camaran.

II. *Return Voyage.*—If the presence of cholera be not established at the Hedjaz, and have not been so established in the course of the pilgrimage, the vessels shall be subjected at Djebel-Tor to the Rules laid down at Camaran for harmless vessels :

Pilgrims shall be landed ; they shall take a shower or a sea bath ; their dirty linen, and such portion of their effects in use and of their baggage as, in the opinion of the Sanitary authority, may be open to suspicion, shall be disinfected ; the time occupied by these measures, comprising the landing and re-embarking, is not to exceed forty-eight hours.

If the presence of cholera be proved at the Hedjaz, or if it have shown itself during the pilgrimage, the vessels shall be subjected at Djebel-Tor to the Rules instituted at Camaran for infected vessels :

Persons attacked with cholera or choleraic symptoms shall be landed and isolated in hospital. Disinfection shall be carried out thoroughly. The other passengers shall be landed and isolated in groups, of as small numbers as possible, so that each particular group may be separate in itself if cholera should develop in it.

Dirty linen, effects in use, the clothes of the crew and of the passengers shall be disinfected, as well as the ship.

The local Sanitary authority shall decide whether the unloading of the heavy baggage and merchandize is necessary, whether the whole ship should be disinfected, or whether only a portion of the ship should be subjected to disinfection.

All pilgrims shall be subjected to an observation of seven full days from the day on which the measures of disinfection terminate. If a cholera case should have shown itself in a section, the period of seven days will not begin for that section until the day on which the last case has been declared.

Sanitary Measures to be applied on the departure of Pilgrims from the Ports of Hedjaz.

The measures to be adopted for the departure from Jeddah and Yambo of pilgrims who are going south are to be the same with regard to medical inspection and disinfection as those laid down for departure from the ports situated beyond the Strait of Bab-el-Mandeb, namely :—

1. A compulsory personal medical examination of every one taking passage on board to be made by day, on land, for whatever time may be necessary, at the moment of embarkation, by the doctors delegated by the Sanitary authority.

2. Compulsory and strict disinfection to be carried out on land under the superintendence of the doctor delegated by the public authority, of every object contaminated, or suspected of contamination, in accordance with the provisions of Article 5 of the first Regulation inserted in Annex IV of the Venice Sanitary Convention.

For the pilgrims who embark on vessels going northwards, disinfection shall take place at Djebel-Tor, except when there is cholera at the Hedjaz ; in that case, the above measures shall be applied also to such vessels at Jeddah and Yambo.

ANNEX III.

[Not included in this Ratification.]

ANNEX IV.

Superintendence and Execution.

1. The execution and the superintendence of the measures with respect to pilgrimages determined by the present Convention shall be confided, in as far as the Superior Council of Health at Constantinople has jurisdiction, to a Committee chosen from that Council. This Committee shall be composed of three of the Representatives of Turkey on the Council and of Representatives of the Powers who have acceded, or who shall accede, to the Sanitary Conventions of Venice, Dresden, and Paris. The Presidency of the Committee shall be conferred upon one of the Ottoman members. In the event of equality of votes, the vote of the President shall decide.

2. In order to insure the necessary guarantees for the proper working of the different sanitary establishments enumerated in the present Convention, a corps of diplomaed and competent doctors shall be constituted, as well as of disinfectors, of skilled mechanics, and of sanitary nurses, recruited from among those persons who have served in the army or navy as officers or non-commissioned officers.

3. With regard to the expenses arising from the system to be established by the present Convention, it would be expedient to maintain the present arrangement, with respect to the division of the expenses between the Ottoman Government and the Superior Council of Health of Constantinople, a division which has been settled after an understanding between the Ottoman Government and the Powers represented on the Council.

4. The Sanitary authority of the Ottoman port of call, or of arrival, who records an infraction shall draw up a *procès-verbal*, on which the captain may inscribe his observations. A certified copy of this *procès-verbal* shall be transmitted, either at the port of call or at the port of arrival, to the Consular authority of the country whose flag the ship carries. This authority shall take steps to ensure the deposit of the fine in his own hands. In the absence of the Consul, the Sanitary authority shall receive the fine on deposit. The fine shall not definitely accrue to the Superior Council of Health of Constantinople until the Consular Commission, indicated in the following Article, shall have pronounced on the validity of the penalty.

A second copy of the *procès-verbal*, certified as correct, should be addressed, by the Sanitary authority which has recorded the offence, to the President of the Council of Health of Constantinople, who shall communicate this document to the Consular Commission.

A note shall be inserted on the licence by the Sanitary or

Consular authority, indicating the offence observed and the deposit of the fine.

5. A Consular Commission shall be constituted at Constantinople, in order to decide upon the contradictory declarations of the Sanitary agent and the captain accused. It shall be nominated every year by the Consular Body. The Sanitary Administration may be represented by an agent occupying the position of a Public Department.

The Consul of the nation interested shall always be invited to attend. He shall have a right to vote.

6. The amount produced by the taxes and sanitary fines may in no case be employed for objects other than those belonging to the Sanitary Councils.

Declaration.

The Governments Signatory to the Sanitary Convention concluded at Paris on the 3rd April, 1894, having considered it advisable to make certain amendments in the diplomatic instrument of the said Convention, before the exchange of the ratifications, the Undersigned, duly authorized to this effect, have agreed to the following provisions:—

1. Paragraph 5 of Section A of Annex 1 of the Convention shall be worded as follows:

“5. The pilgrims shall be obliged, if the local circumstances permit, to prove their possession of the means strictly necessary to accomplish the pilgrimage to and fro, and for the stay in the Holy Places.”

2. Article 13 of the Rule inserted in Section B of the same Annex 1 shall be replaced by the following Article:

“Article 13. The vessel should be capable of accommodating the pilgrims between decks.

“Besides the crew, the ship must provide for every individual, whatever his age, a surface of at least 150 decimètres square, with a height between decks of at least 1 mètre 80 centim.

“On coasting ships each pilgrim must have a space at his disposal of at least 2 mètres in breadth, measured along the gunwales of the vessel.”

3. The Signatory Governments agree that the ratifications of the Government of Her Britannic Majesty shall not contain Annex 3 of the Convention. The stipulations of that Annex shall not apply, in consequence, to the ships of war or merchant-ships of Great Britain, Ireland, and of British India.

4. The present Declaration shall remain annexed to the International Sanitary Convention of Paris of the 3rd April, 1894, shall be inserted in the ratifications of the High Contracting Parties, and shall be substituted for the reservations inscribed in the *procès-verbal* of signature of the Convention, dated the 3rd April, 1894.

In faith of which, the Undersigned, duly authorized to this effect, have drawn up the present Convention, and have stamped it with their seals.

Done in thirteen copies at Paris, 13th October, 1897.

- For Great Britain :
(L.S.) (Signed) MARTIN GOSSELIN.
- For Germany :
(L.S.) (Signed) MÜNSTER.
- For Austria-Hungary :
The Ambassador for Austria-Hungary :
(L.S.) (Signed) A. DE WOLKENSTEIN.
- For Belgium :
(L.S.) (Signed) Baron D'ANETHAN.
- For Denmark :
(L.S.) (Signed) J. HEGERMANN LINDENCRONE.
- For Spain :
(L.S.) (Signed) Due DE MANDAS.
- For the French Republic :
(L.S.) (Signed) G. HANOTAUX.
- For Greece :
(L.S.) (Signed) C. A. CRIÉSIS.
- For Italy :
(L.S.) (Signed) G. TORNIELLI.
- For the Netherlands :
(L.S.) (Signed) A. DE STUERS.
- For Persia :
(L.S.) (Signed) NAZARE-AGA.
- For Portugal :
(L.S.) (Signed) ANTONIO MARIA BARTTEOLOME FERREIRE.
- For Russia :
(L.S.) (Signed) MOHRENHEIM.

Procès-verbal of the Deposit of Ratifications of the International Sanitary Convention, signed at Paris, April 3, 1894, and of the Additional Declaration, signed at Paris, October 30, 1897.

In execution of Article VII of the International Sanitary Convention of the 3rd April, 1894, and in conformity with the understanding for proroguing until to-day the period within which that Convention, as well as the Additional Declaration signed at Paris on the 30th October, 1897, must be ratified, the undersigned Representatives of the co-Signatory Powers, have met at the Ministry for Foreign Affairs at Paris in order to proceed to the deposit in the hands of the Government of the French Republic of the ratifications of the High Contracting Powers.

The ratifications—

1. Of His Majesty the German Emperor, King of Prussia;
2. Of His Majesty the Emperor of Austria, King of Bohemia, and Apostolic King of Hungary;
3. Of His Majesty the King of the Belgians;
4. Of His Majesty the King of Denmark;
5. Of His Majesty the King of Spain, and, in his name, of Her Majesty the Queen-Regent of the Kingdom;
6. Of the President of the French Republic;
7. Of Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Empress of India;
8. Of His Majesty the King of the Hellenes;
9. Of His Majesty the King of Italy;
10. Of Her Majesty the Queen of the Netherlands, and, in her name, of Her Majesty the Queen-Regent of the Kingdom;
11. Of His Majesty the Shah of Persia;
12. Of His Majesty the King of Portugal;
13. Of His Majesty the Emperor of all the Russias;

having been produced, and having been found, after examination, in good and due form, were confided to the Government of the French Republic, in order that they might be deposited in the archives of the French Department for Foreign Affairs.

In witness whereof the Undersigned have drawn up the present *procès-verbal*, to which they have affixed their seals.

A certified copy of it shall be supplied by the Government of the French Republic to each of the Powers who have ratified the Sanitary Convention of the 3rd April, 1894, and the Additional Declaration of the 30th October, 1897, as well as to the Government of the United Kingdoms of Sweden and Norway, which, by an Act dated the 6th April, 1898, has acceded to the above cited Convention and Declaration.

Done at Paris on the 20th June, 1898.

For Germany:

(L.S.) (Signed) MÜNSTER.

For Austria and Hungary:

The Ambassador of Austria-Hungary:

(L.S.) (Signed) A. WOKENSTEIN.

For Belgium:

(L.S.) (Signed) BON. d'ANETHAN.

For Denmark:

(L.S.) (Signed) HEGERMANN LINDENCRONE

For Spain:

(L.S.) (Signed) F. DE LEON Y CASTILLO.

For the French Republic:

(L.S.) (Signed) G. HANOTAUX.

For Great Britain:

(L.S.) (Signed) MARTIN GOSSÉLIN.

For Greece:

(L.S.) (Signed) N. P. DELYANNI.

- For Italy :
 (L.S.) (Signed) G. TORNIELLI.
 For the Netherlands :
 (L.S.) (Signed) A. DE STUERS
 For Persia :
 (L.S.) (Signed) NAZARE-AGA.
 For Portugal :
 (L.S.) (Signed) F. DE SOUZA ROZA. — — —
 For Russia :
 (L.S.) (Signed) L. OUROUSSOFF.

Correct copy :
 The Minister Plenipotentiary,
 "Chef du Service du Protocole,"
 (Signed) PH. CROZIER.

Note.

A Declaration was made by the British Plenipotentiaries, and recorded in the Protocol of Signature of the above Convention on the 3rd April, 1894, to the effect that the said Convention shall after ratification, be applicable to all the Colonies and possessions of Her Britannic Majesty, with the exception of those which follow, viz., Canada, Newfoundland, the Cape of Good Hope, Natal, New South Wales, Victoria, Queensland, Tasmania, South Australia, Western Australia, and New Zealand.

It was further declared that the stipulations of the Convention shall be applicable to any of the above-mentioned Colonies or possessions if, in their name, a notification to that effect shall have been addressed by Her Britannic Majesty's Representative at Paris to the French Minister of Foreign Affairs within a period of one year from the date of the deposit of the ratifications of the Convention.

The Conference took note of this Declaration.
